
COMMUNIQUE DE PRESSE du 15 février 2021

160 praticiens hospitaliers des hôpitaux publics des Pyrénées-Orientales remettent un courrier aux parlementaires

Plus de 150 praticiens hospitaliers des hôpitaux de Perpignan, Thuir et Prades viennent de co-signer un courrier à l'attention des élus locaux députés et sénateurs du département. Ils tirent la sonnette d'alarme sur le retentissement national et local du Ségur de la Santé sur l'avenir de l'hôpital public.

Les deux grands piliers de l'accord dit du Ségur consacrés spécifiquement à l'attractivité hospitalière pour les professionnels - gouvernance et carrières hospitalières - souffrent de décisions qui ne sont pas à la hauteur de son ambition, ni celles des hospitaliers. D'une part, la gouvernance, aux mains des directions depuis la loi HPST, doit être rééquilibrée en redonnant à l'ensemble des professionnels de terrain la maîtrise de leur outil de travail – comme ils ont très bien su le faire il y a un an en transformant le CH de Perpignan en « hôpital COVID » en quelques jours ; d'autre part, la création d'une double-grille d'ancienneté, injuste et pénalisant tous les médecins investis depuis des années dans l'hôpital, est une invitation à quitter le service public hospitalier, majorant la pénurie déjà problématique dans les établissements publics du département.

Les praticiens hospitaliers sont en grève dans toute la France depuis le 11 janvier 2021 (grève symbolique du fait de la présence impérieuse des praticiens dans les établissements) pour faire rétablir la reconnaissance d'une seule grille linéaire d'ancienneté : le Ministre des Solidarités et de la Santé refuse tout dialogue sur ce sujet.

Les hôpitaux publics se vident de leurs médecins, de leurs pharmaciens, et notre département n'échappe pas à cette désertion. Cette pénurie est particulièrement mise en relief par l'épreuve du COVID. L'accès aux soins et la santé de nos concitoyens est en danger !

Les praticiens hospitaliers des Pyrénées-Orientales interpellent les élus locaux :

Mesdames et messieurs les élus, relayer notre voix auprès de la représentation nationale, dans l'intérêt des Catalans et de ceux qui les soignent !